

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délegation des Barreaux de France

TABLE DES MATIERES

Editorial. Les défis du droit européen de la famille	5
<i>Katell Drouet-Bassou, Avocat au Barreau de Paris, Présidente du comité « Famille » du Conseil des Barreaux européens (CCBE)</i>	

Dossier spécial

Les défis du droit européen de la famille

La conception européenne de la famille – Étude du couple	10
<i>Marion Ho-Dac, Maître de conférences de droit privé à l'Université Polytechnique Hauts-de-France</i>	
La jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne en matière de droit de la famille	16
<i>Michael Wilderspin, Conseiller juridique à la Commission européenne</i>	
Le règlement Bruxelles II bis (refonte)	24
<i>Sophie Rodrigues, Adjointe au chef du bureau du droit des personnes et de la famille, Direction des affaires civiles et du sceau, Ministère français de la Justice</i>	
Quel impact du Brexit sur la famille européenne ?	30
<i>Jean-Michel Camus, ancien Bâtonnier du Barreau de la Charente, expert auprès du Conseil des Barreaux européens (CCBE)</i>	
Les outils du Conseil de l'Europe pour développer les pratiques de médiation	37
<i>Clémence Bouquemont et Paul Meyer, Secrétaire et co-secrétaire du groupe de travail Médiation de la CEPEJ (CEPEJ-GT-MED)</i>	

Point sur...

Le Code européen des affaires : une opportunité pour le renouveau de l'Europe économique	44
<i>Renaud Dutreil, Président de la Fondation pour le droit continental</i>	

Chronique de contentieux

La condamnation de la France pour faute du Conseil d'État : l'arrêt historique de la Cour de justice du 4 octobre 2018	48
<i>Jean-Paul Hordies, Avocat aux Barreaux de Bruxelles et de Paris, ALPHALEX-AVOCATS GEIE, Maître de conférences à Sciences Po Paris</i>	

L'actualité du droit de l'Union européenne	55
Bibliothèque	119
Informations générales	123
Nos formations	124
Autres manifestations	125
Nos partenaires	126

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délegation des Barreaux de France

DOSSIER SPÉCIAL

Les défis du droit européen de la famille

SOMMAIRE

La conception européenne de la famille – Étude du couple

Marion Ho-Dac

Maître de conférences de droit privé, Université Polytechnique Hauts-de-France, Laboratoire IDP (EA 1384) 10

La jurisprudence récente de la Cour de justice de l'Union européenne en matière de droit de la famille

Michael Wilderspin

Conseiller juridique à la Commission européenne 16

Le règlement Bruxelles II bis (refonte)

Sophie Rodrigues

Magistrat, Adjointe au chef du bureau du droit des personnes et de la famille, Direction des affaires civiles et du sceau, Ministère français de la Justice ... 24

Quel impact du Brexit sur la famille européenne ?

Jean-Michel Camus

Avocat à Angoulême, Ancien bâtonnier du Barreau de la Charente, spécialiste en droit de la famille des personnes et de leur patrimoine, expert auprès du Conseil des Barreaux européens (CCBE) 30

Les outils du Conseil de l'Europe pour développer les pratiques de médiation

Clémence Bouquemont

Secrétaire du groupe de travail sur la Médiation de la Commission européenne pour l'efficacité de la justice (CEPEJ-GT-MED) 37

Paul Meyer

Co-Secrétaire du CEPEJ-GT-MED 37



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Bruxelles
Délégation des Barreaux de France

Point sur ...

SOMMAIRE

Le Code européen des affaires : une opportunité pour le renouveau de l'Europe économique

Renaud Dutreil

Président de la Fondation pour le droit continental..... 44



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Delegation des Barreaux de France

Chronique de contentieux de l'Union européenne

SOMMAIRE

La condamnation de la France pour faute du Conseil d'État : l'arrêt historique de la Cour de justice du 4 octobre 2018

Jean-Paul Hordies

Avocat aux Barreaux de Bruxelles et de Paris, Alphalex-avocats GEIE, Maître de conférences à Sciences Po Paris..... 48

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Bruxelles
Délégation des Barreaux de France

Actualité du droit de l'Union européenne

Action extérieure, commerce et douanes

Compétences, Organisations internationales, Politique de la pêche, Conservation de la faune et de la flore marines 57

Concurrence

Abus de position dominante, Accès par des entreprises tierces à la boucle locale de l'opérateur historique sur ce marché, Imputation à la société mère de l'infraction commise par sa filiale, Charge de la preuve, Réduction des amendes 58

Aides d'Etat, Avantage fiscal, Impôt sur les acquisitions immobilières, Sélectivité de l'avantage 60

Aides d'Etat, Régime fiscal espagnol, Amortissement de la survaleur financière, Confiance légitime, Champ d'application temporel de la confiance légitime 61

Autorités nationales de concurrence, Effectivité de la mise en œuvre du droit de la concurrence 64

Concentrations, Violation des droits de la défense, Modèle économétrique 66

Ententes, Abus de position dominante, Médicaments, Stratégie antigénérique, Périndopril, Accords amiables, Restriction par objet, Amendes 67

Consommation

Evaluation du cadre législatif, Protection des consommateurs et de l'environnement, Perturbateurs endocriniens 69

Droit Général

Brexit, Décision d'ouverture des négociations, Irrecevabilité 71

Durée excessive de procédure, Responsabilité extracontractuelle de l'Union européenne, Recours en indemnisation, Lien de causalité 73

Notification de retrait de l'Union européenne, Révocation 74

Droits fondamentaux

Arrestations, Détentions et condamnation administratives, Droit à la liberté et à la sûreté, Droit à un procès équitable, Liberté de réunion et d'association, Limitation de l'usage des restrictions aux droits 76

Audition de témoins, Droit à un procès équitable, Droit de disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense, Droit à obtenir la convocation et l'interrogation de témoins, Non-violation 77

Contrôle juridictionnel, Absence d'audience, Procédure disciplinaire, Droit à un procès équitable 79

Détention de sûreté subséquente, Troubles mentaux, Droit à la liberté et à la sûreté, Pas de peine sans loi, Non-violation 81

Etat de droit en Pologne, Mesures provisoires 82

Litige successoral, Application de la charia, Volonté du testateur, Interdiction de la discrimination, Protection de la propriété 84

Economie et finances

<i>Lutte contre le blanchiment, Droit pénal</i>	85
<i>Union économique et monétaire, Banque centrale européenne, Rachat d'actifs du secteur public sur les marchés secondaires</i>	87
<i>Voies de droit, Procédure administrative, Surveillance prudentielle, Pouvoir décisionnel de la BCE</i>	89

Energie et environnement

<i>Emissions polluantes, Affectation directe, Incompétence, Modulation dans le temps des effets d'une annulation</i>	91
--	----

Justice, liberté, sécurité

<i>Citoyenneté de l'Union, Demande d'extradition d'un citoyen de l'Union émanant d'un Etat tiers, Exécution d'une peine privative de liberté</i>	93
<i>Compétence judiciaire, Matière civile et commerciale, Exercice de prérogatives de puissance publique, Applicabilité du règlement Bruxelles I bis</i>	94
<i>Demande de protection internationale, Requête de prise en charge ou de reprise en charge, Délai</i>	96
<i>Eurojust, Réforme, Renforcement de la coopération et de l'efficacité</i>	97
<i>Reconnaissance mutuelle, Décisions de gel et de confiscation, Lutte contre la criminalité organisée</i>	98
<i>Union de la sécurité, Renforcement du système d'information Schengen, Règlements, Publication</i>	100

Profession

<i>Condamnations d'avocats, Atteinte à l'autorité de la justice, Droit à un procès équitable, Pas de peine sans loi, Non-violation</i>	101
<i>Phase préalable au procès pénal, Garanties procédurales, Droit à un procès équitable, Droit à l'assistance d'un avocat</i>	102

Propriété intellectuelle

<i>Droit d'auteur, Notion d'« œuvre », Saveur d'un produit alimentaire</i>	104
--	-----

Recherche et société de l'information

<i>Données à caractère non personnel, Autorités de contrôle</i>	105
<i>Lutte contre la désinformation, Plan d'action, Coopération</i>	106
<i>Services de médias audiovisuels</i>	107

Santé

<i>Médicaments, Autorisation de mise sur le marché, Reconditionnement</i>	109
---	-----

Social

<i>Cessation de la relation de travail, Droit au congé annuel payé, Perte non-automatique des droits, Information adéquate du travailleur, Charge de la preuve</i>	111
<i>Cessation de la relation de travail, Décès du travailleur, Droit au congé annuel payé, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne</i>	112
<i>Directive Services, Exception relative au droit du travail, Travailleurs détachés, Soupçon raisonnable d'une infraction administrative du prestataire de services</i>	114
<i>Egalité de traitement en matière d'emploi, Interdiction de discrimination fondée sur l'âge, Primauté du droit de l'Union européenne</i>	116
<i>Sanction disciplinaire d'un fonctionnaire, Effets de l'entrée en vigueur de la directive 2000/78/CE, Application d'une règle de droit nouvelle dans le temps</i>	117

Informations générales

Informations générales

Nos formations	124
Autres manifestations	125
Nos partenaires	126